

**GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL DES VINGT-QUATRE
POUR LES QUESTIONS MONÉTAIRES INTERNATIONALES
ET LE DÉVELOPPEMENT**

COMMUNIQUE

23 Septembre 2005

Les ministres du Groupe intergouvernemental des Vingt-Quatre pour les questions monétaires internationales et le développement ont tenu leur soixante-quatorzième réunion à Washington le 23 septembre 2005, sous la présidence de M. Paul Toungui, Ministre d'État et Ministre de l'économie, des finances, du budget et de la privatisation du Gabon. La réunion des ministres a été précédée le 22 septembre 2005 de la quatre-vingt-sixième réunion des suppléants du Groupe des Vingt-Quatre, sous la présidence de M. Philibert Andzembe, Directeur national pour le Gabon, Banque des États de l'Afrique centrale.

I. PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

1. Les ministres notent avec satisfaction l'expansion continue de l'économie mondiale et le faible niveau de l'inflation, qui s'expliquent en partie par de bonnes politiques macroéconomiques et des conditions favorables sur les marchés de capitaux. Ils notent que la hausse des prix des actifs présente des risques pour la croissance et la stabilité financière, et que les écarts de croissance restent élevés, les États-Unis, la Chine et la plupart des pays émergents et des pays en développement continuant de tirer le reste du monde. Par conséquent, les déséquilibres mondiaux ont continué de se creuser, ce qui accroît le risque de fortes variations des taux de change des principales monnaies et des taux d'intérêt. Les ministres sont d'avis que les cours du pétrole pourraient rester instables et que des tensions pourraient apparaître sur les marchés de capitaux, et ils soulignent que si les déséquilibres mondiaux ne sont pas corrigés promptement, les pressions protectionnistes pourraient s'intensifier dans les pays industrialisés. Si les ministres s'attendent à ce que la situation de l'économie mondiale reste favorable, ils sont d'avis que les risques de détérioration ont augmenté et engagent vivement à déployer un effort international concerté et coordonné pour éliminer les principales sources de risque.

2. Dans ces conditions, les ministres appellent à un renforcement de l'ajustement budgétaire aux États-Unis, à une accélération des réformes structurelles en Europe et au Japon, à un plus grand assouplissement des régimes de change et à des réformes du secteur financier en Asie, et à une amélioration du climat d'investissement dans les pays émergents et les autres pays en développement afin d'accroître l'investissement. Par ailleurs, les ministres engagent vivement le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale à faire en sorte que leurs conseils et leur conditionnalité soient compatibles avec la nécessité de permettre à la demande accumulée de donner toute sa mesure dans les pays émergents et les autres pays en développement. Les ministres notent avec satisfaction les efforts déployés par les pays producteurs de pétrole pour stabiliser le marché pétrolier. Ils appellent à une amélioration des données et de la transparence du

marché pétrolier, à la poursuite de la coopération entre les pays importateurs et exportateurs de pétrole, à une augmentation des investissements dans les capacités de raffinage et à la promotion d'autres sources d'énergie.

3. Les ministres notent avec satisfaction l'évolution récente à Gaza. Ils engagent vivement la Banque mondiale et le FMI, ainsi que la communauté internationale, à soutenir la reconstruction et le développement qui s'imposent d'urgence à Gaza et en Cisjordanie en offrant une assistance financière et technique pour promouvoir une paix juste et durable, une croissance viable et la réduction de la pauvreté. Les ministres appellent aussi la communauté internationale à soutenir les efforts de reconstruction en Afghanistan et en Iraq afin d'aider ces pays à atteindre leurs objectifs de développement.

II. OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT

4. Les ministres notent l'insuffisance des progrès vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et affirment de nouveau qu'il est urgent de prendre des mesures concrètes pour assurer que ces objectifs seront atteints. La réalisation des OMD d'ici 2015 exigera une augmentation substantielle de l'aide et du financement mis à la disposition des pays à faible revenu, ainsi qu'un accroissement de l'investissement dans ces pays pour accélérer la croissance. Les ministres soulignent en particulier qu'une augmentation rapide et concentrée en début de période de l'aide publique au développement est de première importance. Ils félicitent les donateurs qui ont déjà porté leur aide publique au développement au niveau fixé comme objectif par les Nations Unies, à savoir 0,7 % du revenu national brut, et notent avec satisfaction que de nombreux pays donateurs se sont engagés lors de la récente réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies à établir un calendrier pour atteindre cet objectif d'ici 2015. Les ministres engagent vivement les autres donateurs à établir au plus tôt un calendrier similaire.

5. Les ministres notent que les propositions de mécanismes de financement novateurs constituent une source prometteuse de fonds en vue de la réalisation des OMD. Ils notent avec intérêt les propositions de mise en oeuvre d'une facilité financière internationale, à commencer par des projets de vaccination, et les travaux sur les taxes mondiales, en particulier la proposition de contribution de solidarité à prélever sur les billets d'avion, qui est aujourd'hui appliquée spontanément par quelques pays et appuyée par d'autres. Les ministres engagent la communauté internationale à s'efforcer de dégager un consensus à l'appui de ces mécanismes et de mécanismes connexes. Les ministres appellent aussi à envisager des mécanismes de conversion de la dette qui permettraient de financer des projets économiques et sociaux dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire, en vue d'atteindre les OMD.

III. ALLEGEMENT DE LA DETTE

6. Les ministres notent que de nombreux pays pauvres très endettés (PPTE) ont encore une charge de la dette substantielle après avoir atteint le point d'achèvement au titre de l'initiative PPTE renforcée, à cause, entre autres, de chocs exogènes, et ils appellent le FMI et la Banque mondiale à faire en sorte que les analyses de viabilité de la dette reposent sur des hypothèses réalistes. En outre, ils engagent vivement les deux institutions à faciliter le processus PPTE en accordant plus d'importance au contexte des pays et en continuant d'alléger la conditionnalité pour les PPTE afin d'accélérer les progrès vers l'allègement de la dette.

7. Les ministres appuient avec force un allègement de la dette supplémentaire en faveur des pays à faible revenu. Ils prennent note avec intérêt de la proposition d'annulation de la dette énoncée par les ministres des finances du G-8, qui facilitera les progrès vers la viabilité de la dette et les OMD, et demandent instamment que cette proposition concerne tous les pays à faible revenu. Ils soulignent que l'allègement de la dette contenu dans cette proposition devrait être un ajout net aux autres flux de ressources vers les pays à faible revenu et devrait éviter d'imposer une conditionnalité supplémentaire, en dehors des critères d'admissibilité à l'IDA-14 qui ont déjà été approuvés. Les ministres demandent instamment une simplification des procédures pour rendre cette proposition plus efficace. Ils soulignent aussi que l'octroi d'un allègement de la dette supplémentaire ne doit pas menacer l'intégrité financière globale du FMI et de l'IDA, ni créer une charge supplémentaire pour les autres pays qui empruntent au FMI. Les ministres espèrent un consensus rapide qui règlera les questions en suspens, afin que cette proposition soit appliquée au plus tôt.

IV. ROLES STRATEGIQUES A MOYEN TERME DES INSTITUTIONS DE BRETTON WOODS LE FMI

8. Les ministres prennent note avec intérêt de l'examen de la stratégie à moyen terme du FMI. Ils engagent celui-ci à recentrer ses activités sur la coordination internationale afin d'affronter les risques qui pèsent sur le système monétaire international et la croissance mondiale, et de réduire les déséquilibres mondiaux. Tout en convenant que les problèmes posés par la mondialisation doivent être pleinement pris en compte dans les travaux du FMI, les ministres sont d'avis que les principaux objectifs de ce dernier restent valables, à savoir assurer la stabilité du système monétaire international et l'existence d'un système commercial ouvert, et promouvoir des politiques économiques saines visant à assurer la stabilité macroéconomique et des niveaux élevés de croissance et d'emploi. Les ministres soulignent l'importance de la surveillance, de l'aide financière et de l'assistance technique dans les travaux du FMI. Ils engagent à assurer une surveillance plus franche et plus efficace des économies importantes pour le système, en accordant une attention particulière aux effets de leur action sur les autres pays et l'économie mondiale. Les ministres soulignent l'importance de la prévention et de la résolution des crises, ainsi que d'instruments de financement adéquats, notamment sous la forme d'accords de précaution ou d'accords de type assurance. Pour que le FMI

joue un rôle important à cet égard, ses ressources doivent correspondre aux besoins potentiels de ses membres.

9. Les ministres soulignent qu'il est important pour le FMI de promouvoir l'internalisation des programmes par ses conseils et son assistance financière en élaborant d'autres scénarios et politiques possibles. Ils sont d'avis que le FMI devrait appuyer les politiques contra-cycliques et le déblocage de la demande accumulée, ce qui pourrait contribuer à la correction des écarts de croissance. Les ministres saluent les efforts déployés pour promouvoir une meilleure compréhension de la libéralisation des mouvements de capitaux, mais ils estiment qu'une approche prudente serait la plus appropriée.

10. Les ministres insistent sur l'importance du renforcement des capacités et de l'assistance technique. Le FMI devrait collaborer étroitement avec les autorités nationales pour mettre au point des stratégies en matière d'assistance technique. Les ministres expriment une fois encore de fortes réserves quant à l'idée de faire payer cette assistance.

11. Les ministres soulignent que, si le FMI doit faire en sorte que la transparence et la gouvernance s'améliorent, il doit néanmoins conserver son rôle de conseil confidentiel. À cet égard, la stratégie de communication du FMI avec l'extérieur devrait tenir dûment compte de la souveraineté des membres afin d'éviter toute impression d'ingérence. Le rôle du FMI dans l'élargissement du dialogue et des consultations dans les pays membres devrait être examiné et convenu avec les autorités nationales.

12. Les ministres notent que, par rapport aux échanges commerciaux, aux flux de capitaux, aux paiements courants et à d'autres aspects de l'économie mondiale, la taille du FMI a diminué. À cet égard, ils soulignent l'importance que revêt la 13^e révision générale des quotes-parts du FMI pour porter les ressources de l'institution à un niveau qui soit à la mesure des besoins potentiels de ses membres.

LA BANQUE MONDIALE

13. Les ministres invitent la Banque mondiale à revoir sa stratégie à moyen terme à la lumière des conclusions de l'examen annuel de 2004 sur l'efficacité pour le développement. Ils demandent avec insistance la réévaluation des modèles économiques nationaux et des programmes mondiaux de la Banque mondiale qui ne sont pas encore complètement axés sur les objectifs de réduction de la pauvreté et la réalisation des OMD. Ils demandent à la Banque mondiale d'examiner avec ses pays clients toute la gamme des actions possibles pour réduire la pauvreté ainsi que les compromis qu'elles supposent, en tenant dûment compte des réalités de l'économie politique et des capacités de mise en oeuvre des réformes.

14. Les ministres demandent instamment au Groupe de la Banque mondiale de redoubler d'efforts pour soutenir la réalisation des OMD par une meilleure prestation de l'aide engagée, un recentrage sur les résultats, l'utilisation efficace et l'accroissement de

l'aide, et une plus grande harmonisation entre les partenaires au développement. Ils saluent la mise en œuvre rapide d'un vaste Plan d'action pour l'Afrique qui doit permettre d'affronter les défis du développement sur le continent africain. Les ministres citent en particulier le rôle crucial des infrastructures et ils exhortent le Groupe de la Banque mondiale à tenir compte, lors de l'élaboration des programmes de la Banque mondiale, des synergies inhérentes aux efforts d'intégration régionale. Il est aussi urgent de développer d'autres sources d'énergie pour les pays en développement importateurs de pétrole, à l'aide de financements de la Banque mondiale et d'autres banques multilatérales de développement.

15. Les ministres engagent le Groupe de la Banque mondiale à accroître son assistance en faveur des pays en développement pour soutenir l'expansion du secteur privé et stimuler les investissements directs étrangers, notamment les investissements d'autres pays en développement. Ils encouragent le recours à l'assistance technique pour améliorer le climat des affaires, notamment pour les très petites, petites et moyennes entreprises. Ils demandent à la Banque mondiale de développer aussi son rôle d'analyse et de conseil afin de mieux répondre aux besoins des différents pays en matière de renforcement des capacités et des institutions. Les ministres rappellent une nouvelle fois qu'il convient de régler la question des flux négatifs nets vers les pays emprunteurs, et ils encouragent la Banque mondiale à continuer d'assouplir sa politique de prêt.

V. SOUTIEN AUX PAYS A FAIBLE REVENU

16. Les ministres saluent les efforts que déploie le FMI pour mieux répondre aux demandes évolutives de ses membres à faible revenu. Ils observent que ces derniers sont particulièrement vulnérables aux chocs exogènes. Ils se félicitent de la création du nouveau guichet de la FRPC conçu pour faire face aux chocs, lequel pourrait, à leur avis, être complété par une Facilité de financement compensatoire libéralisée qui apporterait aussi des financements en cas d'évolution défavorable des cours du pétrole. Les ministres soulignent qu'il importe d'alléger la conditionnalité de ces facilités si l'on veut qu'elles remplissent les fonctions pour lesquelles elles ont été conçues.

17. Les ministres soulignent que le FMI aura besoin de ressources concessionnelles suffisantes pour répondre à la fois aux demandes normales de concours au titre de la FRPC et aux besoins de financement engendrés par des chocs. Ils se félicitent que le G-8 se soit engagé à fournir des ressources additionnelles pour financer la FRPC, notamment pour les pays pauvres qui subissent des chocs exogènes.

18. Les ministres notent que l'instrument de soutien aux politiques économiques et de signalisation a été conçu pour accélérer les réformes dans les pays à faible revenu qui sont parvenus à la stabilité macroéconomique et pour rehausser la confiance des investisseurs. Ils considèrent que cet instrument devrait être adapté aux besoins et à la situation des différents pays à faible revenu, et qu'il devrait être mis en œuvre de façon volontaire et en réponse à une demande. Les ministres affirment une nouvelle fois que

l'internalisation et la solidité des politiques sont tout aussi importantes lorsque les ressources du FMI ne sont pas utilisées.

VI. COMMERCE

19. Les ministres insistent sur la nécessité de faire avancer les négociations commerciales multilatérales et, pour les pays développés, de parvenir à un engagement politique ferme à cette fin en vue de la réunion ministérielle de l'OMC qui aura lieu en décembre à Hong Kong, afin que les obstacles qui subsistent — en particulier pour ce qui est des débouchés et des subventions agricoles — puissent être surmontés sans que pour autant soit abandonnée la perspective d'un résultat ambitieux du cycle. Ils demandent au FMI et à la Banque mondiale de soutenir ces négociations, notamment par une concertation constante avec l'OMC et les autres institutions multilatérales, ainsi que les initiatives récemment proposées selon le principe dit «de l'aide au service du commerce».

20. Les ministres soulignent que la surveillance du FMI devrait porter sur la mise en oeuvre des politiques commerciales tant des pays industrialisés que des pays en développement. Ils invitent instamment le FMI et la Banque mondiale à continuer d'évaluer et de faire connaître largement les effets des restrictions et des sanctions commerciales, ainsi que des subventions à la production agricole, sur la viabilité de la dette et sur le développement mondial en général. L'amélioration des débouchés commerciaux dans les pays industrialisés — en particulier par la réduction des obstacles tarifaires et non tarifaires ainsi que l'élimination progressive des subventions agricoles, entre autres — bénéficiera à tous les pays et concourra à la libéralisation du commerce entre les pays en développement.

VII. VOIX ET REPRESENTATION DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

21. Les ministres soulignent que la sous-représentation des pays en développement continue de compromettre la crédibilité et la légitimité des institutions de Bretton Woods, ce qui les rend moins efficaces et leur fait perdre de leur importance. Ils notent que les pays émergents, les autres pays en développement et les économies en transition produisent la moitié du PIB mondial mesuré en termes de parité de pouvoir d'achat, détiennent la plupart des réserves internationales dans le monde et représentent la majorité de la population mondiale. Les ministres affirment donc une fois encore qu'une nouvelle formule de calcul des quotes-parts s'impose pour que soit reflété de façon plus fidèle le poids économique relatif des pays en développement dans l'économie mondiale, en tenant compte de la parité de pouvoir d'achat et de la plus grande vulnérabilité de ces pays aux fluctuations des cours des produits de base, à la volatilité des flux de capitaux et à d'autres chocs exogènes. Les ministres insistent aussi pour que soient augmentées de façon substantielle les voix de base des pays en développement de manière à ce qu'elles retrouvent au moins l'importance relative qu'elles avaient au moment de la création du FMI et ils demandent au FMI et à la Banque mondiale de veiller à ce que les pays en

développement soient représentés de façon adéquate au sein du personnel des deux institutions, aussi bien en nombre qu'aux postes clés.

VIII. FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT

22. Les ministres notent avec intérêt que le Qatar a proposé d'accueillir en 2007 une conférence de suivi sur le financement du développement, comme prévu dans le consensus de Monterrey.

IX. DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE REUNION

23. La prochaine réunion des ministres du G-24 aura lieu le 21 avril 2006 à Washington.

LISTE DES PARTICIPANTS

Les ministres du Groupe intergouvernemental des Vingt-Quatre pour les questions monétaires internationales et le développement ont tenu leur soixante-quatorzième réunion le 123 septembre 2005 à Washington, sous la présidence de M. Toungui, Ministre d'État, des finances, de l'économie, du budget et de la privatisation, Gabon, assisté de M. Roberto Tan, Sous-secrétaire aux finances, Philippines, Premier Vice-Président, et de M. Gerardo Hita, Directeur national des projets à l'Organisation internationale du crédit, Argentine, Deuxième Vice-Président.

La réunion des ministres a été précédée le 22 septembre 2005 de la quatre-vingt-sixième réunion des suppléants du Groupe des Vingt-Quatre, qui était présidée par M. Philibert Andzembe, Directeur national, Banque des États de l'Afrique Centrale.

Groupe africain : Mourad Medelci, Algérie; Kablan Yao Sahi, Côte d'Ivoire; François Muamba, République démocratique du Congo; Mohamed Amr, Égypte; Sufian Ahmed, Éthiopie; Hyacinthe MOUNGUENGUI-MOUCKAGA, Gabon; Kwadwo Baah-Wiredu, Ghana; Ngozi N. Okonjo-Iweala, Nigeria; T.T. Mboweni, Afrique du Sud.

Groupe asiatique : Yaga V. Reddy, Inde; Danesh Ja'Fari, République islamique d'Iran; Jihad Azour, Liban; Salman Shah, Pakistan; Margarito V. Teves, Philippines; Sarath Amunugama, Sri Lanka; Adib Mayaleh, République arabe syrienne.

Groupe latino-américain : Hector R. Torres, Argentine; Marcio Barreira de Ayrosa Moreira, Brésil; Maria Agudelo, Colombie; Luis F. Granados-Ambrosy, Guatemala; Roberto Marino, Mexique; Renzo G. Rossini, Pérou; Ewart S. Williams, Trinidad-etTobago; Rubín J. Villavicencio, Venezuela.

Observateurs : Oscar de Rojas, ONU, Heiner Flassbeck, CNUCED, Inés Bustillo, CEPAL; Hamad Albazai, Arabie saoudite; Kuilin Ju, Chine; Adnan Shihab-Eldin, OPEP; Gordon Shirley, G-77; Jabu Moleketi, Comité du développement; Jagri Mohammed, Ghana; Dradjad Wibowo, Indonésie; Sultan N. Al Suwaidi, Émirats arabes unis.

Invités : Rodrigo de Rato, Directeur général, FMI; Paul Wolfowitz, Président, Banque mondiale.

Fonds monétaire international : Sulaiman Al-Turki; Ukpong Godwill; Bhabani P. Misra; Mark Plant.

Banque mondiale : Nada Mufarrij, Haruna Mohammed.

Secrétariat du G-24 : Ariel Buira.

Secrétariat du FMI pour le G-24: Parmeshwar Ramlogan, Henry Mooney, Hilda L. Scioville, Beryl Keary, Lina Zenni.